



■ **Décision SGA-DEC-2025-513**

Conclusion d'un avenant n°1 à l'accord-cadre relatif aux travaux diffus de voirie et réseaux divers

**Direction des finances et commande publique
Marchés publics**

Envoyé en préfecture le 17/09/2025

Reçu en préfecture le 17/09/2025

Publié le

ID : 060-216001743-20250917-DCRG2025513-AU



La maire de Creil,

■ **Visas :**

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L2122-22 ;
- Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L2194-1 5° et R2194-7 ;
- Vu la délibération n°3 du conseil municipal en date du 14 décembre 2024 donnant délégation à Madame la Maire de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- Vu le budget communal ;
- Vu l'accord-cadre n°2024-016 – « Travaux diffus de voirie et réseaux divers » conclu avec la société EUROVIA PICARDIE ;
- Vu l'avenant n°1 à intervenir ;

■ **Considérant :**

Une erreur matérielle relative aux modalités de révision de prix et plus particulièrement une absence de précision sur le mois zéro - Mo ;

Qu'il convient de conclure un avenant audit marché afin de prendre en compte cet ajout ;

■ **Décide :**

Article 1 : De conclure un avenant n°1 à l'accord-cadre n°2024-016 portant les travaux diffus de voirie et réseaux divers avec la société EUROVIA PICARDIE domiciliée ZI du Renoir à SAINT-LEU-D'ESSERENT (60340).

Cet avenant a pour objet de modifier l'article 7.2 du CCAP relatif aux modalités de variation des prix en ajoutant la phrase suivante : « les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant le mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé « mois zéro – Mo » ».

Article 2 : D'imputer les dépenses correspondantes aux comptes prévus à cet effet sur le budget.

Article 3 : Il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du conseil municipal.

Article 4 : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Amiens sis – 14 rue Lemerchier – 80000 Amiens – dans un délai de deux (2) mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application télerecours citoyens accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Article 5 : Ampliation de la présente décision sera faite au représentant de l'Etat de l'arrondissement de Senlis et au Trésorier Municipal.



A Creil, le **17 SEP. 2025**

Sophie DHOURY-LEHNER


Maire de Creil
Vice-Présidente de l'ACSO
Chargée du Projet de Territoire

Date de transmission au représentant de l'Etat (pour les actes mentionnés à l'article L2131-2 du CGCT) : **17 SEP. 2025**
Date de publication sous forme électronique sur le site de la Ville : **17 SEP. 2025**